

● (1630)

Nous avons un chantier naval à Saint-Jean et le potentiel voulu dans d'autres parties de la région de l'Atlantique. A cet égard, je suis d'accord avec le député à ma gauche. Il nous faut au Canada une politique qui nous permette de répondre à nos propres besoins. Si la société Dome a besoin de 140 navires, de combien ont besoin les autres sociétés d'exploitation des ressources sous-marines, les sociétés qui s'occupent à l'heure actuelle de prospection d'hydrocarbures ou qui s'y livreront tôt ou tard? Combien de navires sont vraiment nécessaires? Il s'agit certes de centaines.

Le Canada a pour politique de subventionner une partie seulement de ces activités de prospection dans le cadre du Programme d'encouragements du secteur pétrolier ou de quelque autre programme. Je ne me souviens plus au juste, mais cela revient au même, de toute façon. Nous allons imposer les gens et donner l'argent de leurs impôts. Toutefois, cette politique ne garantit pas que les navires qui vont ravitailler les plates-formes en mer et fournir les services de transport seront des navires canadiens. Il s'ensuit que les chantiers navals canadiens emploient de moins en moins de gens. Nous avons abaissé notre subvention de base à la construction navale à un niveau qui ne tient pas compte des réalités. Nous avons permis aux sociétés que nous subventionnons de louer, d'acheter ou de commander des navires à l'étranger, alors que notre personnel des chantiers navals n'est pas employé en nombre suffisant et que notre potentiel technique n'est pas mis à profit. Ce qui ne nous empêche pas d'emprunter pour de nouvelles dépenses improductives.

Le premier ministre (M. Trudeau) a dit une chose qui est bizarre. Au Nouveau-Brunswick et à Charlottetown, il est allé dire: «Nous aimerions recommander le gel des traitements des fonctionnaires qui gagnent plus de \$50,000 par année. Nous voudrions que les premiers ministres du Canada acceptent l'idée de régler les prix et les salaires, et nous leur reprochons de ne pas le faire. Ils ne collaborent pas.»

Permettez-moi de citer directement l'article paru le 4 mai 1982 dans le *Citizen*. Au sujet du gouvernement du Canada, le premier ministre a déclaré:

«Il doit être gouverné par les deux niveaux, et c'est quand les deux niveaux peuvent collaborer que les résultats sont les meilleurs.» Raillant les premiers ministres provinciaux...

Oui, le premier ministre se permet de railler les premiers ministres provinciaux...

... à propos de leur réaction en février à l'idée de réglementer les salaires, M. Trudeau affirmait: «Il me semble que cette idée était pourtant assez simple.»

A ce propos, il faut se rappeler que cette déclaration a paru le 4 mai 1982, après qu'il eut augmenté de 23 p. 100 les traitements de Pitfield et du personnel de son propre cabinet. Alors pourquoi faudrait-il que nous admettions le contrôle des prix et des salaires? Qu'y a-t-il de plus contraire aux objectifs proposés par le premier ministre et par son gouvernement que cette augmentation de 23 p. 100 des traitements pourtant élevés du cabinet du premier ministre, alors qu'il demande au reste du Canada de songer sérieusement au contrôle des prix et des salaires?

Il est temps, je pense, de citer quelques articles de journaux qui critiquent le gouvernement et son premier ministre et, par la même occasion, tous les députés du parti au pouvoir, qu'ils siègent à l'arrière-ban ou sur les premières banquettes.

### L'impôt—Loi

Richard Jackson a déclaré dans le *Telegraph Journal* du 24 avril:

«Trudeau prêche l'austérité alors qu'il consacre 400 millions de dollars à un nouveau musée et à une nouvelle galerie. Il dilapide tellement d'argent pour doter les nouveaux organismes gouvernementaux du personnel voulu que la bureaucratie d'Ottawa est le secteur de l'Ontario qui connaît la plus grosse expansion.»

Je vous lis la suite:

«Toronto, qui se prend pour le nombril du monde, a vu son taux de croissance baisser de 5.4 p. 100 tandis que celui d'Ottawa a augmenté de 14 p. 100, celui de Gloucester, dans la banlieue est d'Ottawa, de 29 p. 100 et celui de Nepean, dans la banlieue ouest, de 50 p. 100.

«Le gouvernement fédéral intervient de plus en plus dans le monde des affaires, dans l'industrie, dans l'agriculture et à peu près tous les secteurs de l'entreprise privée qui lui tombent sous la main, si bien que la bureaucratie prend des proportions gigantesques.»

Ce que Charles Lynch dit dans le *Telegraph-Journal* du 26 avril 1982 vous intéressera sans doute. Au sujet du ministre des Finances (M. MacEachen) et de son budget, il déclare:

Allan MacEachen, qui s'obstinait à conserver un optimisme insensé, a finalement reconnu son erreur et admis que la situation est terrible.

Tous les Canadiens le savaient depuis des mois, mais ils étaient vaguement rassurés de voir le pauvre vieux MacEachen s'accrocher désespérément aux derniers débris de son budget absurde en insistant pour dire que tout cela nous aiderait à sortir de l'impasse.

Je vous lis la suite:

«La récession ou le marasme économique est plus grave que nous le pensions, je ne suis pas en mesure de confirmer s'il s'agit de la pire crise depuis 1947. De toute façon, la situation est mauvaise.» a-t-il déclaré.

Le ministre des Finances a ajouté qu'à son avis les prévisionnistes du Conference Board n'exagéraient en rien la gravité du chômage au Canada. Et il a admis que les Américains s'en tiraient certainement mieux que nous à l'égard des prix et des salaires...

Selon le ministre des Finances, c'est certainement mieux que les résultats du Canada. Dans le même article, on peut lire un peu plus loin:

Comme on le verra, MacEachen a l'air d'un homme à bout de souffle, à court d'idées et n'ayant plus la foi nécessaire pour sembler sûr de lui, même quand le sol s'enfonce sous ses pieds.

Voici ce que disait l'article de presse. Passons à un autre article. Le 26 avril 1982, un monsieur s'est adressé à un groupe de personnes s'intéressant au logement dans un article paru dans le *Telegraph-Journal*, où on pouvait lire ceci:

Les locataires d'appartements dans la région de Saint-Jean, qui ont poussé un soupir de soulagement en voyant les propriétaires se débattre face à la montée en flèche des taux hypothécaires, risquent de ressentir bientôt les effets de ces taux, si l'on en croit le directeur du bureau local de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

«Nous avons l'impression que, tout comme le problème de renouvellement des hypothèques a frappé les propriétaires de maison, il touche également les propriétaires d'appartement,» a déclaré Larry Holman. «C'est pourquoi les loyers augmentent.»

«Bon nombre d'immeubles d'appartements, à Saint-Jean, ont connu en fait un déficit d'exploitation, depuis quelques années, en raison du nombre élevé d'appartements libres au cours de cette période.»

Puis, un peu plus loin, on lit encore:

«Les loyers sont relativement bas à Saint-Jean, comparé à d'autres villes de dimensions comparables,» d'ajouter M. Holman. «Et ils sont assez bas, si on les compare aux versements hypothécaires que doivent faire les propriétaires dans cette ville. Cela coûte beaucoup moins cher d'être locataire que propriétaire sur ce marché particulier, à cette époque précise. Il n'en a pas toujours été ainsi.»

Donc, je pense que nous allons assister à une augmentation des loyers,» a déclaré M. Holman...

Cela devrait intéresser les députés qui se trouvent à notre gauche. L'article parle des propriétaires. Bien entendu, un propriétaire peut obtenir un petit prêt supplémentaire si le taux d'intérêt de son hypothèque augmente considérablement. L'auteur de l'article dit encore: